

# PERSPECTIVES

**Multinationales responsables :  
en route vers une  
loi contraignante ?**

Page 3

**S'associer pour  
être plus forts**

Page 6



**ACTION DE CARÊME**

**Chère lectrice, cher lecteur,**

**Vous suivez peut-être vous aussi avec intérêt les discussions concernant l'initiative pour des multinationales responsables. Il ne s'agit pas de respecter les droits humains et l'environnement uniquement en Suisse, mais de le faire également de manière contraignante lors de toute activité économique à l'étranger.**

**Nos années de travail semblent enfin porter leurs fruits. D'après les sondages, la population approuverait l'initiative à 80 %. Au sein de l'Eglise aussi, le soutien croît de jour en jour, comme le montre la plate-forme en ligne Eglise pour IMR. Le Parlement, quant à lui, discute en ce moment d'un contre-projet.**

**Voilà des décennies qu'*Action de Carême* et ses organisations partenaires travaillent sur ce sujet. Elles ne cessent de constater qu'un grand nombre de choses pourrait changer si les multinationales respectaient partout dans le monde les normes en vigueur. La mise en œuvre d'une véritable responsabilité contribuerait beaucoup à combattre la pauvreté et à protéger l'environnement.**



**Bernd Nilles,**  
directeur d'*Action de Carême*

#### SOMMAIRE

**TRAGÉDIE DE MARIANA**  
**C'est seulement**  
**quand on renonce**  
**qu'on a perdu**

Page 4

**VUE DU SUD**  
**« Notre avenir**  
**collectif est lié aux**  
**droits des paysans »**

Page 7

**S'ENGAGER AVEC NOUS**  
**Un projet d'école peut**  
**avoir un vrai impact**

Page 10

Impressum :  
Une publication  
d'*Action de Carême*, 2018  
Rédactrice en chef :  
Pascale Schnyder (pst)  
Rédaction : Colette Kalt (ck),  
Tiziana Conti (tc),  
Daniel Tillmanns (dt)  
Mise en page et réalisation :  
Crafft Kommunikation, Zurich  
Travail sur les photos : Schellenberg  
Druck AG, Pfäffikon (ZH)  
Impression : imprimerie Kyburz AG,  
Dielsdorf  
Tirages : 40 329 de / 6656 fr / 4156 it  
Parait : quatre fois par an  
Prix : CHF 5.- par donateur/donatrice  
sont utilisés pour l'abonnement  
Contact : *Action de Carême*,  
actiondecareme@fastenopfer.ch,  
021 617 88 81



Dépôt de l'initiative en octobre 2016. Depuis lors, l'affaire a pris beaucoup d'ampleur.

# En route vers une loi contraignante ?

**Le Parlement discute en ce moment de façon intensive du contre-projet à l'initiative pour des multinationales responsables. Si le Conseil des Etats l'approuve, la Suisse pourrait bientôt avoir une loi à ce sujet.**

Le résultat était étonnamment clair : par 121 voix contre 73, le Conseil national, pourtant majoritairement bourgeois, a accepté en juin dernier le contre-projet indirect à l'initiative pour des multinationales responsables. Même quelques représentants de l'UDC et une large majorité du PLR se sont prononcés en faveur du compromis. La contre-proposition contient toutefois trois divergences claires : les règles contraignantes ne sont valables

que pour les grandes entreprises de plus de 500 collaborateurs, la notion de contrôle économique de fait a été supprimée et les clauses de responsabilité sont circonscrites aux atteintes à la vie, à l'intégrité corporelle et à la propriété.

Malgré ces changements, le comité d'initiative, dont font partie *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, s'est déclaré prêt à retirer l'initiative en faveur de ce compromis bénéficiant d'un

large soutien. «Le contre-projet permettrait de rappeler beaucoup plus vite les entreprises à leurs devoirs. C'est crucial pour les victimes de violations des droits humains et de destruction de l'environnement», explique Chantal Peyer, responsable du secteur Entreprises et droits humains au sein de *Pain pour le prochain*. Car si le Conseil des Etats adoptait le contre-projet sans modifications, une loi allant dans ce sens serait bientôt une réalité.

Mais pour l'heure, ce n'est pas sûr que le contre-projet passe sans autres coupes, car les grandes associations économiques que sont Economiesuisse et Swiss Holdings s'activent de tous côtés pour affaiblir encore le projet.

## Milieus économiques divisés

De leur côté, Migros, le Groupement des entreprises multinationales (GEM), qui regroupe 90 entreprises aux activités internationales, ainsi que différentes entreprises isolées, se sont clairement prononcés en faveur du contre-projet indirect. « Il est nécessaire d'établir un examen de diligence obligatoire. C'est le seul moyen de mettre toutes les entreprises à pied d'égalité », déclare Mark Held, directeur et membre du comité de l'European Outdoor Group (EOG), dont le siège se trouve à Zoug (voir Dossier, p. 11).

## « A prendre ou à laisser »

Ce qui est certain, c'est que le comité d'initiative n'acceptera plus de nouvelles suppressions. « Nous l'avons dit clairement : c'est à prendre ou à laisser », déclare Chantal Peyer. La coalition se prépare donc à la campagne de votation, malgré le processus parlementaire en cours. Selon différents sondages, l'initiative jouit d'un large soutien au sein de la population. Et les évolutions sur le plan international suivent elles aussi clairement la tendance vers davantage de régulation pour les multinationales. Ce que confirme Chantal Peyer : « L'époque durant laquelle les entreprises mondiales pouvaient indûment violer les droits humains ou détruire l'environnement est indubitablement révolue. » — *Pascale Schnyder*



Maria José Horta Carneiro Silva et Joceli Andreoli. Ils ont lancé un appel aux banques et aux investisseurs pour qu'ils prennent leurs responsabilités en matière de droits humains.

# C'est seulement quand on renonce qu'on a perdu

**En 2015, une avalanche de boue en provenance d'une mine de fer au centre du Brésil a provoqué l'une des plus grandes catastrophes environnementales du secteur minier. Personne ne veut porter la responsabilité.**

Lorsque, le 5 novembre 2015, le barrage Fundão retenant des boues minières toxiques s'est rompu près de Mariana au Brésil, Maria José Horta Carneiro Silva a tout perdu en onze minutes. A l'époque, elle travaillait comme ouvrière agricole ; avec le lait que lui donnait ses vaches, elle pouvait gagner un petit quelque chose en plus afin d'assurer une existence correcte pour elle et sa famille. Lorsque le barrage s'est rompu, aucune sirène n'a retenti, car il n'y en avait pas sur le terrain de l'entreprise qui exploite la mine. Aujourd'hui, près de

trois ans après la catastrophe, les champs sont encore contaminés. Cinq des neuf vaches de Maria José Horta Carneiro Silva ont péri dans la coulée de boue. Trois fleuves, qui approvisionnaient un million de personnes dans la vallée, sont pollués et leur eau est désormais impropre à la consommation.

### Vivre avec la peur au ventre

Quand on lui demande comment elle et sa famille vivent aujourd'hui, presque trois ans après le malheur qui les a frappés, Maria José répond : « Nous avons

toujours peur. Nous vivons dans l'insécurité, car plus haut dans les montagnes, il y a un autre barrage. Déjà peu après son inauguration, il a dû subir des réparations. Nous ne savons pas dans quel état il se trouve. Nous ne recevons aucune information, nous vivons dans l'incertitude. » L'entreprise qui ne donne pas d'informations, c'est la société minière Samarco, une société anonyme qui appartient à parts égales à l'entreprise australo-britannique BHP Billiton et à l'entreprise brésilienne Vale SA. A des fins d'optimisation fiscale, Vale a établi

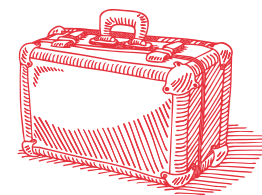
une filiale dans le canton de Vaud.

Les habitantes et habitants de Mariana sont toujours exposés à la boue toxique. Ils souffrent de chutes de cheveux, d'éruptions cutanées, de vomissements ou leur sang est contaminé par des métaux lourds. La terre est polluée, plus rien ne peut y être cultivé. « Mais jusqu'à présent, Samarco n'assume aucune responsabilité dans ces problèmes. » Comme le raconte Joceli Andreoli, du mouvement brésilien des victimes du barrage (MAB) : « Les gens ont tout perdu à cause de cette coulée de boue, mais personne ne veut les dédommager. De nombreuses personnes ont perdu leurs moyens de subsistance, mais les responsables de l'entreprise ne s'en préoccupent pas. » Après la rupture du barrage, Samarco s'est adressée aux autorités judiciaires pour régler avec elles les dédommagements à octroyer, mais les sommes proposées auraient été scandaleusement minimales. Même le Ministère public fédéral du Brésil était de cet avis. C'est pourquoi il a fait stopper l'accord devant un tribunal en exigeant que l'Etat, lui aussi, assume sa responsabilité pour n'avoir pas respecté son devoir de surveillance et de contrôle. Mais le Brésil ne reconnaît aucune responsabilité. Les négociations sont bloquées. » Pourtant Maria José et Joceli Andreoli ne s'avouent pas vaincus. « On ne peut perdre un combat que si on y renonce. » Et c'est hors de question pour l'une comme pour l'autre. Leur but est de sensibiliser et informer un large public afin d'empêcher de tels crimes contre l'environnement et de freiner le flux d'argent dans des investissements sales.

— Colette Kalt

Plus d'informations sur : [www.actiondecareme.ch/?s=mariana](http://www.actiondecareme.ch/?s=mariana)

# « Madagascar est un pays accueillant »



Dans cette série, d'anciens collaborateurs et d'anciennes collaboratrices d'Action de Carême racontent une histoire liée à un objet d'une grande importance pour eux.

« Je m'occupe de Madagascar depuis 38 ans et, depuis 31 ans, je vis et je travaille dans l'ouest de la Grande Ile, à Morondava. Avant d'être coordinateur pour le compte d'Action de Carême, j'ai travaillé pendant 11 ans avec Intercoopération Suisse, une organisation active dans la sauvegarde des forêts et de l'environnement. Mais, mon amour pour la Grande Ile a commencé bien avant, lorsque j'étais assistant à l'Institut d'anthropologie de l'Université de Berne. En collaborant, à cette époque, avec la Direction du développement et de la coopération Suisse, j'ai eu l'occasion de faire mes premiers voyages à Madagascar. En tant que coordinateur pour Action de Carême, j'ai beaucoup voyagé dans le pays, ce qui m'a donné la possibilité, pendant 15 ans, de me familiariser avec la langue malagasy et de mieux comprendre la culture et les traditions du pays. Depuis, je comprends de nombreux dialectes et je parle celui qui est dominant chez nous dans l'ouest, le Sakalava. J'ai pu apprendre combien l'intégration et l'hospitalité sont importantes ici.

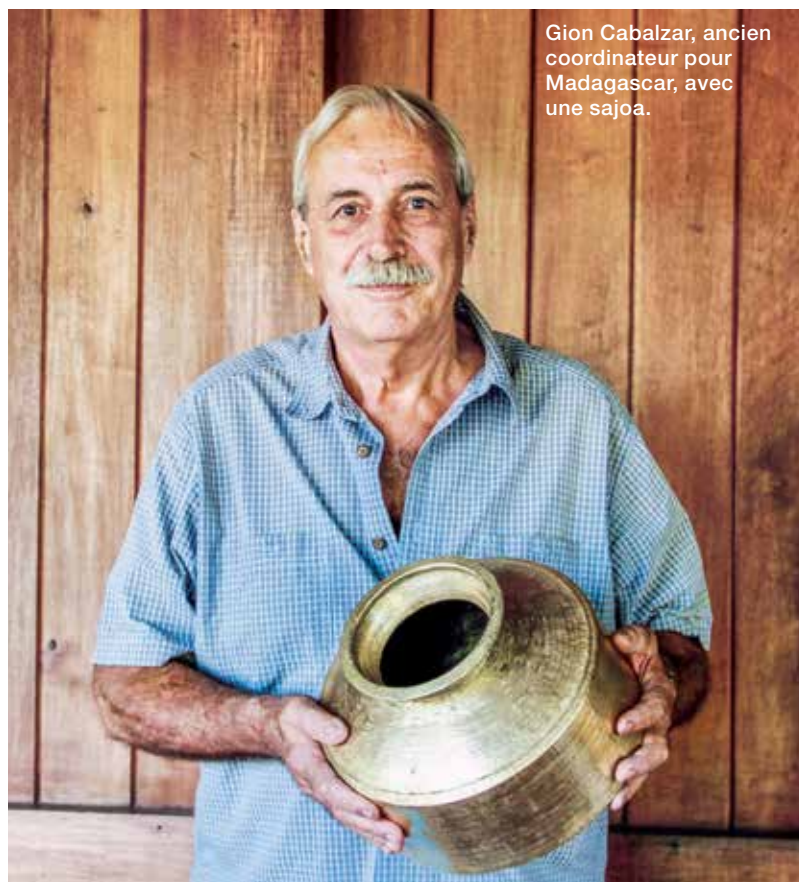
J'ai choisi une sajoa. C'est un récipient en cuivre, en forme d'amphore. Elle raconte l'histoire sociale et culturelle du peuple malgache et de ses ancêtres. Chaque maison compte au moins dix de ces récipients, certains faisant office de simple décoration. Mais, il y a 200 ans, la sajoa était

utilisée pour le transport et la conservation de l'eau. Pour trouver de l'eau à cette époque, les gens devaient parcourir de nombreux kilomètres à pied.

Ce récipient est originaire d'Inde. Il a traversé la mer pour arriver sur la côte ouest de l'île, où il a pris immédiatement une place importante dans la vie quotidienne de la population. Il était souvent utilisé pour conserver en sécurité des aliments comme le lait, qui est rapidement périssable, ou le miel. Auparavant, on fabriquait aussi des récipients en argile et en bois qui servaient à décorer les tombes. Comme il s'agissait d'objets de valeur, on a trouvé une astuce pour empêcher qu'ils ne soient dérobés : on perçait un petit trou au fond de la sajoa qui la rendait inutilisable et donc sans intérêt pour les voleurs.

Pour moi, la sajoa a plusieurs significations. C'est un objet qui est venu de loin mais qui, à l'instar des gens arrivés à Madagascar en provenance d'autres îles, a tout de suite été intégré à la société. L'ouest de l'île est une région qui connaît depuis toujours une forte immigration. La sajoa rappelle avant tout combien l'eau est précieuse et vitale pour les êtres humains, mais aussi quels efforts il faut entreprendre pour obtenir cet indispensable liquide. »

— Federica Mauri



Gion Cabalzar, ancien coordinateur pour Madagascar, avec une sajoa.

Le 26 juin, jour de l'indépendance nationale, Gion Cabalzar a été nommé citoyen d'honneur de Morondava par décision du conseil local grâce à tous les services rendus, à son engagement et à sa contribution au développement socio-économique de la région.

# S'associer pour être plus forts

**A Tampakan, au sud de Mindanao, l'une des plus grandes mines d'or du monde devrait voir le jour. Mais 70 % du territoire se trouvent sur la terre des indigènes B'laan. Une organisation partenaire d'Action de Carême apporte un soutien aux communautés qui résistent à ce projet.**



Les femmes de Tampakan travaillent leur terre de manière traditionnelle.

Les travaux exploratoires pour la mine de cuivre et d'or de Tampakan ont démarré dans les années 1990. La société responsable du projet, Sagittarius Mines, prévoyait à l'origine de mettre en service la mine d'or en 2019. Mais des violations massives des droits humains par des troupes paramilitaires, un va-et-vient politique, des conflits sociaux dans les

communes et de nombreux morts ont émaillé les travaux exploratoires. La future mine devrait s'étendre sur une superficie grande comme le canton de Zoug – et priver des milliers de gens de leur terre d'origine. Par ailleurs, la montagne Quezon abrite des sources d'eau importantes, qui représentent une ressource vitale pour l'agriculture des commu-

nautés situées en aval. La destruction ou l'exploitation de ce territoire porterait gravement atteinte à l'économie et l'écologie des parcelles concernées. Elle aurait des conséquences désastreuses pour 150 000 paysannes et paysans ainsi que pour l'approvisionnement en eau potable de nombreuses villes et villages.

## Résistance et autodétermination

Dans son opposition au projet, l'organisation partenaire d'Action de Carême « Social Action Center Learning Farm » (SAC Marbel), s'adresse aussi aux représentantes et représentants politiques. Elle a notamment envoyé une lettre au président philippin, Rodrigo Duterte, dans laquelle elle souligne que la communauté ne s'oppose pas en soi au développement de la région, mais qu'elle est convaincue que le gouvernement dispose d'autres options que la seule exploitation minière pour améliorer la situation économique du pays.

En plus de ces actions politiques, SAC offre un soutien pratique à la population. Elle a installé plusieurs points de livraison de riz que les femmes et les hommes gèrent eux-mêmes. Les bâtiments servent de lieu de ren-

contre et d'échanges entre les gens. On peut également y réfléchir aux conséquences de l'exploitation minière sur l'environnement et sur sa propre vie et aux moyens d'y faire face en tant que communauté.

## Premiers soins grâce au SAC

L'organisation partenaire d'Action de Carême a par ailleurs mis sur pied une antenne permettant aux personnes de régions reculées et désavantagées d'obtenir de l'aide et des conseils. Certaines d'entre elles, lorsqu'elles arrivent en ville, ont un long voyage derrière elles et sont dépourvues d'argent, de nourriture ou d'habits à échanger. Ces patientes et patients, de même que les personnes qui les accompagnent, reçoivent gratuitement le gîte et le couvert au SAC. Tout comme les médicaments, les prestations médicales sont disponibles sans frais et on peut adhérer gratuitement à PhilHealth, la caisse maladie philippine. SAC réalise un travail important. Cependant, la population de Mindanao continue d'avoir besoin d'aide pour résister à la mine d'or, car le mégaprojet n'est de loin pas encore abandonné. — Ariel Doroteo

Lire et agir

## Notre action

**Action de Carême s'engage à garantir l'autodétermination des peuples sur leurs territoires.**

## Votre soutien

**Votre don aide les populations les plus vulnérables à se défendre contre l'exploitation. CCP 10-15955-7**



Ndiakhate Fall, leader paysan sénégalais et représentant de la Coordination africaine de La Via Campesina.

## « Notre avenir collectif est lié aux droits des paysans »

Un groupe de travail intergouvernemental du Conseil des droits humains a révisé en avril dernier le texte de la Déclaration des droits des paysans et des personnes travaillant dans les zones rurales. Les négociations en cours visent à améliorer la situation des paysannes et paysans afin qu'ils soient en mesure de nourrir leurs communautés, de garantir leur propre subsistance ainsi que de créer et maintenir des systèmes alimentaires variés et durables.

Ce processus, initié par La Via Campesina il y a plus d'une dizaine d'années, demande aux gouvernements de soutenir la reconnaissance internationale des droits liés à une couche de la population particulièrement vulnérable. Les organisations de paysannes et paysans, de petits producteurs et productrices et d'autres travailleuses et travailleurs ruraux en Afrique sont fortement mobilisées derrière ce projet de déclaration et elles participent activement au processus.

Il est temps maintenant que les négociations entrent dans le vif du sujet. Il y a urgence, car sur le terrain la situation ne s'améliore pas, bien au contraire. Nous, les paysannes et paysans africains, sommes systématiquement confrontés à des violations de nos droits : droit à l'alimentation, à l'eau, à l'assainissement et au logement. Pourtant, c'est nous qui produisons 80% des aliments consommés par la communauté. Aujourd'hui, il est donc extrêmement important d'adopter cette déclaration afin de nous permettre de sortir de la situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire que nous traversons actuellement.

Il est aussi primordial de renforcer l'accès des paysannes et paysans aux ressources naturelles. Malgré l'existence de plusieurs lois, nous

constatons que la situation des paysannes et paysans reste précaire et que beaucoup d'entre eux sont expulsés de leurs terres. En ce qui concerne l'accès à l'eau, les lois en vigueur ne prennent pas en compte les spécificités de ce groupe de population, comme le besoin de se servir d'eau pour irriguer les plantations. Actuellement, le droit à l'eau s'applique principalement à la consommation humaine. L'eau de nos fleuves et nos océans doit aussi être préservée contre les pesticides et autres agents polluants.

Cette déclaration nous permet aussi de légitimer nos revendications et rendre visibles nos valeurs sociales, culturelles et politiques. Elle met en lumière notre énorme contribution au bien-être collectif, que ce soit par la fourniture d'aliments nourrissants, le développement de la biodiversité ou la protection de l'environnement. Elle contribue à l'émancipation des

femmes africaines et tient compte de l'importance de la pensée intergénérationnelle et de la transmission des connaissances dans les zones rurales. En fin de compte, elle reconnaît que notre avenir collectif, et l'avenir même de l'humanité, sont liés aux droits des paysans et des autres personnes qui travaillent dans les zones rurales. Au mois de septembre 2018, la version finale de la déclaration sera soumise au vote au Conseil des droits humains puis à l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous espérons vivement qu'elle sera portée par une grande majorité des Etats afin de donner un signal fort en faveur de la protection des familles paysannes et de la lutte contre la faim. — *tic*

**« Sur le terrain la situation ne s'améliore pas, bien au contraire. »**

Ndiakhate Fall

### EN CHIFFRES

80 %

de l'extrême pauvreté dans le monde affecte la population rurale.

1833

personnes ont été tuées dans le cadre de réformes du droit foncier et de litiges depuis 1985.

4/5

de la valeur ajoutée des denrées alimentaires est générée en dehors des fermes.

SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE

## Agir aujourd'hui pour bien manger demain

***Pain pour le prochain* et *Action de Carême* participent à la mise sur pied d'une exposition itinérante et didactique sur les enjeux de l'agriculture et de l'alimentation.**



L'exposition montée à l'esplanade de Montbenon à Lausanne lors du Festival de la Terre 2018.

La souveraineté alimentaire constitue une proposition pour un système agroalimentaire responsable et solidaire. Il s'agit à la fois d'un concept et d'un mouvement. A travers le monde, plus de 200 millions de paysannes et paysans, rejoints par un nombre grandissant d'organisations de la société civile, portent cette revendication et prouvent que ça marche. La souveraineté alimentaire est aussi un concept holistique, développé par le mouvement paysan international La Via Campesina, selon lequel les peuples choisissent ce qu'ils cultivent et mangent. *Agir aujourd'hui pour bien manger de-*

*main* est une exposition itinérante portée par une large coalition d'ONG vaudoises et genevoises qui en explore les nombreux aspects. A travers onze thématiques, le public est invité à découvrir les liens entre nutrition et santé, entre autonomie, proximité, biodiversité et intérêts des multinationales, entre accès à la terre et aux ressources et qualité des produits alimentaires. La solidarité étant la clé de voûte de la souveraineté alimentaire, chaque thématique est déclinée sur deux panneaux présentant, d'une part, les enjeux en Suisse et, de l'autre, dans les pays du Sud.

Si les panneaux de l'expo eux-mêmes – avec leurs dessins ludiques, leurs textes questionnants et leurs belles photographies – s'adressent à un public dès 10 ans, d'autres aspects ont été développés pour permettre à tous les publics d'aller plus loin dans la découverte et l'appropriation de la notion de souveraineté alimentaire. Ainsi, un catalogue propose des textes approfondissant chaque thème, avec notamment des témoignages de paysannes et de paysans suisses ou des exemples d'actions concrètes menées par les ONG, telles que le soutien à l'accès à la terre mené par *Pain pour le Prochain* au Bénin ou le programme de lutte contre le désendettement d'*Action de Carême* à Madagascar. Des conférences, projections ou dégustations sont également organisées. Pour les plus jeunes, différents jeux sont proposés et des animatrices et animateurs sont présents sur les lieux de l'expo pour échanger avec les familles autour des repas équitables, des semences, des fruits et légumes de saison et des habitudes alimentaires à travers le monde.

— Eline Muller

### Prochaines dates :

- 15–16 septembre :  
Marchés, Onex
- 15–16 septembre :  
Alternat'Yv, Yverdon
- 17–21 septembre :  
Maison du Grütli, Genève
- 19–21 septembre :  
Casino de Montbenon,  
Lausanne
- 22 septembre :  
Alternatiba, Genève
- 22 septembre :  
Paroisse de Saint-Joseph,  
Lausanne

Plus d'infos sur :  
[expo.souverainetealimentaire.org](http://expo.souverainetealimentaire.org)

### FORMATION

## Transition intérieure

Comment cultiver les dimensions intérieures de la transition? A Lausanne, les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre de 9h à 17h30, sera proposé un parcours de deux jours pour changer notre vision du monde, soutenir notre engagement militant, prendre soin de nos interconnexions, travailler nos émotions, traverser le doute et le découragement ou encore éviter le burn-out. Animateurs : Vincent Wattelet et Michel Maxime Egger. Nombre de places limité. Informations et inscription : [transition@ppp-bfa.ch](mailto:transition@ppp-bfa.ch)

### S'ENGAGER

## Pour le commerce équitable

Depuis 20 ans, la fondation TerrEspoir valorise le travail d'agriculteurs et d'agricultrices du Cameroun en proposant leurs fruits exotiques et naturels à la vente en Suisse romande. Dorénavant, les personnes désireuses de mettre en œuvre leurs valeurs peuvent rejoindre le nouveau projet « Cabas TerrEspoir » et s'investir pour le commerce équitable. TerrEspoir leur propose d'ouvrir un point de livraison dans leur quartier ou sur leur lieu de travail. Les habitantes et habitants du quartier ou les collègues commandent en ligne et reçoivent, chaque mois, leurs fruits savoureusement équitables. Plus d'infos : [www.terrespoir.ch](http://www.terrespoir.ch)



RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

## Des chrétiennes et des chrétiens prennent position



église pour  
**IMR.**

« église pour IMR. » réunit les voix des personnes, des paroisses et des organisations qui prônent une plus grande responsabilité des entreprises.

Je soutiens l'initiative pour des multinationales responsables parce que « je veux participer à un monde respectueux des personnes et de la création ». C'est par ces termes qu'un pasteur de Fleurier se prononce en faveur de l'initiative sur [www.eglisepourimr.ch](http://www.eglisepourimr.ch). Une autre personne est d'avis que « les entreprises ne sont pas au-dessus de l'humain,

elles doivent le respecter ». Selon une catéchète, « l'amour et le respect du prochain ne s'arrêtent pas à nos frontières ». L'objectif de ce site internet, qui a vu le jour en janvier 2018, est justement celui de rendre visible la diversité des voix qui plaident pour davantage de responsabilité de la part des entreprises. Il a été lancé par l'association Kirche – Wirtschaft

– Ethik (Eglise – Economie – Ethique), dans le comité duquel siègent également des membres de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*.

Les Eglises catholiques du canton de Lucerne, les Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, les Femmes protestantes en Suisse et la Ligue suisse des femmes catholiques ont déjà fait part de leur soutien à l'initiative. Au total, 50 organisations, 24 paroisses et 280 personnes (état en juillet 2018) font partie des signataires. Des personnalités comme l'évêque Markus Büchel ou l'ancienne conseillère nationale PEV Maja Ingold se sont aussi exprimées sur ce site.

### Votre soutien est essentiel !

En ce moment précis, où le Parlement discute d'un éventuel contre-projet, la pression de l'opinion publique est particulièrement importante. Faites vous aussi une déclaration sur le site [www.eglisepourimr.ch](http://www.eglisepourimr.ch). Ou envoyez-nous une photo et une brève citation (max. 85 signes) à l'adresse [info@eglisepourimr.ch](mailto:info@eglisepourimr.ch). — Alexia Rossé

6 NOVEMBRE

### Conférence de Pascale d'Erm

Fort de son succès en 2017–2018, le cycle de conférences « Tout peut (encore) changer » aura une suite. Sous une forme réduite, avec quatre interventions de femmes réparties sur deux années, soit une par semestre. Les feux seront ouverts par Pascale d'Erm, journaliste, écrivaine et réalisatrice spécialisée dans les questions d'écologie. La conférence « L'écoféminisme comme dimension-clé de la transition » aura lieu le 6 novembre à 19h au Casino de Montbenon, Lausanne. Plus d'information sur : [facebook.com/transitioninterieure](https://facebook.com/transitioninterieure).

15 NOVEMBRE

### Conférence d'Hubert Reeves

La vie est robuste mais notre espèce est à présent menacée de disparition. A moins que nous ne décidions de vivre en harmonie avec la nature. Sommes-nous prêts aux changements que cela implique ? De quelles forces de restauration disposons-nous ? Nous ne pouvons plus échapper à ces questions. Hubert Reeves est un astrophysicien, communicateur scientifique et écologiste franco-canadien. A l'aube des années 2000, sensibilisé à l'impact environnemental de l'activité humaine, Hubert Reeves devient un militant pour la défense de l'environnement. La conférence « L'homme et l'avenir de la vie sur Terre » aura lieu le 15 novembre à 20h à Crêt-Bérard, Puidoux. Plus d'information sur : [facebook.com/transitioninterieure](https://facebook.com/transitioninterieure).

BÉNIN

## « Loi Monsanto » stoppée grâce à nos partenaires

Dans 74 pays déjà, il est illégal de donner, échanger ou vendre des semences non certifiées. La raison en est une convention internationale pour la protection des variétés végétales (UPOV), mieux connue dans le langage populaire sous le nom de « Loi Monsanto ».

Les multinationales agricoles vont de l'avant, pays par pays, avec des lois qui leur donnent un

monopole sur les ventes de semences. Les conséquences pour les petits agriculteurs et agricultrices sont fatales. Les familles de petits exploitants doivent acheter des semences coûteuses chaque année. Cela les conduit à s'endetter et génère encore plus de paupvreté.

### Informez, la clé du succès !

Cette année, de telles lois pour-

raient être évitées au Bénin, en Afrique de l'Ouest. Ceci grâce à l'engagement de Jinukun et de Synergie Paysanne, organisations partenaires de *Pain pour le prochain*. Par le biais de campagnes et de lobbying, les associations d'agriculteurs ont persuadé les politiciens de voter contre l'adhésion urgente à l'UPOV. « Nous avons pu leur montrer les dangers de cette loi », explique le coordinateur de Synergie Paysanne. « De nombreux parlementaires n'étaient pas conscients des conséquences de l'adhésion. Cela montre l'importance capitale de notre travail d'information ». — Mathias Raeber



**Qu'est-ce que les droits humains, à qui s'appliquent-ils et comment sont-ils mis en œuvre ? Testez vos connaissances.**

**Les droits humains sont des droits,**

- A. dont jouissent toutes les personnes dont les pays ont signé les conventions des droits de l'homme,
- B. dont jouissent que les personnes des pays occidentaux,
- C. dont jouit toute personne en raison de sa condition humaine partout dans le monde et dans la même mesure.

**L'objectif suprême des droits humains est de ...**

- A. protéger les êtres humains les uns des autres,
- B. protéger la dignité et la liberté des êtres humains,
- C. déterminer les droits des êtres humains par rapport à l'Etat.

**Qui porte la responsabilité principale de la mise en œuvre des droits humains ?**

- A. Chaque Etat sur son propre territoire
- B. La communauté internationale
- C. Les acteurs économiques

**Quelle sont les deux types de droits humains ?**

- A. Les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels
- B. Les droits individuels et collectifs
- C. Les droits mondiaux et nationaux

Solutions : 1C, 2B, 3A, 4A

S'ENGAGER AVEC NOUS

## Un projet d'école peut avoir un vrai impact

Aline a 15 ans et vient de commencer le gymnase sportif. Elle joue au handball et fait déjà partie de l'élite chez les M16. Deux entraîneurs ont frappé à sa porte pour lui dire qu'ils aimeraient bien l'avoir dans leur équipe. « Mais pour l'heure, ça n'est pas à l'ordre du jour. J'aimerais bien rester avec mes partenaires, c'est ce qui m'importe le plus en ce moment. Je suis encore jeune. Si je change la saison prochaine, ce sera suffisamment tôt. » Cette jeune fille originaire de Berne et dont les parents sont fans de football sait ce qu'elle veut et s'engage pour y arriver. Lorsque l'hiver dernier, les élèves de sa classe ont dû réaliser un projet en lien avec l'être humain et l'environnement, il était évident pour Aline qu'elle n'allait pas s'en tenir à une simple présentation. « J'ai beaucoup de curiosité pour les projets sociaux, qui placent les êtres humains au centre. Je ne m'étais pas particulièrement intéressée à Madagascar, je savais simplement qu'il y avait une forêt tropicale là-bas. Mais je n'étais pas consciente du fait que les Malgaches manquent autant d'eau. J'ai été choquée lorsque j'ai réalisé qu'en Suisse, nous avons simplement toujours assez d'eau et que nous l'utilisons sans nous poser de questions. » Une idée a germé en elle tandis qu'elle préparait son travail scolaire. « Je savais que ma présentation n'aiderait pas les gens de Madagascar. J'ai alors demandé à quelques personnes de ma classe et de la classe parallèle si elles auraient envie de vendre avec moi des pâtisseries en ville un mercredi après-midi pour récolter un peu d'argent pour le projet d'Action de Carême. Onze d'entre elles



« J'ai été choquée lorsque j'ai réalisé qu'en Suisse, nous avons simplement toujours assez d'eau. » Aline Sturny, gymnasiennne à Berne.

m'ont dit oui et chacune et chacun a amené trois gâteaux faits maison. Nous avons fixé des éventaires portatifs autour de notre taille, sommes allés en ville et avons récolté 500 francs en un après-midi. Il faisait très froid, mais les gens nous ont quand même acheté nos gâteaux et fait des dons. » Aline a une méthode convaincante pour aborder les gens : « En souriant et en expliquant toujours pourquoi l'argent est récolté. » Lorsque, peu de temps après, les projets ont fait l'objet d'une présentation à l'aula du gymnase, dans un cadre élargi, Aline a rapidement mis sur pied un petit stand et refait la promotion du projet. Au final, 1000 francs ont pu ainsi être récoltés ! Le prochain objectif d'Aline ? « Ce que j'aimerais le plus, c'est jouer dans l'équipe nationale de handball et devenir joueuse professionnelle. »

— Colette Kalt

# Quel est le vrai prix de notre charbon ?

Notre demande en matières premières provenant des pays du Sud reste inassouvie. Des projets miniers gigantesques voient le jour, souvent dans des régions où le droit foncier est faible et où le respect de l'environnement n'est pas une priorité.

Dans le sud de Mindanao, une île de l'archipel des Philippines habitée par le peuple indigène B'laan, se trouverait l'une des plus grandes mines d'or du monde. Des conflits et des violations des droits humains y ont eu lieu dès les premières phases des travaux exploratoires. Au Brésil, la rupture du barrage d'une mine de fer a provoqué en 2015 une coulée gigantesque de boue toxique qui a inondé champs et villages et détruit les moyens d'existence de centaines de personnes.

***Action de Carême*** contribue à la mise en place de points de contact régionaux, de structures auto-gérées et de mesures d'urgence pour sécuriser la production agricole. En faisant un don, aidez les personnes lésées à retrouver une autonomie pour pouvoir répondre à leurs besoins primaires.



Le paradis menacé autour de Tampakan : est-ce le prix de nos besoins en matières premières ?

**De tout cœur, merci  
pour votre soutien !**

**Action de Carême –  
Nous partageons**

Action de Carême  
Avenue du Grammont 7  
1007 Lausanne  
Tél. +41 (0)21 617 88 81  
CCP 10-15955-7

[WWW.ACTIONDECAREME.CH](http://WWW.ACTIONDECAREME.CH)



**ACTION DE CARÊME**



Photo : François de Sury

**Action de Carême est certifiée par ZEWO depuis 1969.**



**Le label de qualité atteste:**

- d'un usage conforme au but, économique et performant de vos dons
- d'informations transparentes et de comptes annuels significatifs
- de structures de contrôle indépendantes et appropriées
- d'une communication sincère et d'une collecte équitable des fonds